

20231107 Le Monde

https://www.lemonde.fr/international/article/2023/11/07/l-allemande-amorce-un-tournant-de-fermete-sur-l-immigration_6198691_3210.html

L'Allemagne amorce un tournant de fermeté sur l'immigration

A l'issue d'une conférence, l'Etat fédéral et les Länder ont adopté une série de mesures destinées à endiguer les flux migratoires irréguliers et à durcir la politique d'asile. Berlin a reçu plus de 250 000 demandes d'asile depuis le début de l'année.

Par [Cécile Boutelet](#) (Berlin, correspondance)

Article réservé aux abonnés



Le chancelier allemand, Olaf Scholz (au centre), lors d'une conférence avec les premiers ministres et ministres des Länder à la chancellerie de Berlin, le 6 novembre 2023. TOBIAS SCHWARZ / AFP

Après une nuit de négociations, les régions allemandes et l'Etat fédéral se sont entendus, mardi 7 novembre, sur une série de mesures visant à encadrer plus strictement l'immigration et la politique d'asile outre-Rhin. Pour l'Allemagne, qui avait déployé ces deux dernières années une approche d'ouverture, guidée par le besoin urgent de combler son manque de main-d'œuvre, c'est un tournant. L'idée domine désormais que le pays est « *arrivé à ses limites* », selon une expression largement utilisée par les responsables de tous bords politiques. « *Nous avons besoin de mécanismes pour que le nombre de réfugiés qui arrivent chez nous, surtout par l'immigration irrégulière, soit contenu* », avait déclaré Malu Dreyer, ministre présidente sociale-démocrate du Land de Rhénanie-Palatinat, en amont de la négociation.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [En Allemagne, l'inquiétant essor de l'extrême droite](#)

Dans le paquet de mesures annoncé mardi matin figurent notamment des dispositions pour réduire le temps de traitement des demandes d'asile et pour accélérer les délais des recours en justice sur ces décisions, qui s'étendent souvent sur des années.

Le gouvernement veut également conclure des accords avec les pays d'origine et de transit des migrants, afin de faciliter les reconduites à la frontière, en échange de migration légale en Allemagne. Berlin veut renforcer les contrôles aux frontières intérieures de l'Europe et envisage d'examiner le statut du demandeur d'asile dans des pays tiers. Le regroupement familial doit être limité et une commission pluripartisane doit évaluer une réforme du droit d'asile. Une nouvelle répartition financière des charges entre Etat fédéral et régions a également été conclue.

Charge trop lourde

Le signal de ce revirement en matière migratoire avait été donné par la chancellerie dès le 20 octobre. Dans une interview au *Spiegel*, Olaf Scholz avait déclaré que l'Allemagne « *devait enfin procéder à des expulsions à grande échelle* ». Une démonstration de fermeté nouvelle de la part du chancelier social-démocrate sur ce dossier, lui qui déclarait encore en janvier, à la tribune de la conférence de Davos, que « *tous ceux qui [voulaien] se retrousser les manches [étaient] les bienvenus en Allemagne* ». Neuf mois plus tard, alors que le pays est en récession et que l'extrême droite progresse, l'heure n'est plus aux invitations, mais aux restrictions strictes des flux migratoires illégaux, en concertation avec l'opposition chrétienne-démocrate au Bundestag.

Politiquement, le tournant est délicat, alors que le nombre de demandeurs d'asiles présents outre-Rhin est à un niveau très élevé. [Selon les chiffres de l'Office pour la migration et les réfugiés](#), plus de 250 000 personnes ont déposé une demande d'asile entre janvier et septembre de cette année, dont 60 % sont issus de Syrie, d'Afghanistan et de Turquie. Leur nombre pourrait atteindre 300 000 d'ici à la fin de l'année, estiment les experts, après 240 000 en 2022. A ces personnes s'ajoutent 1,2 million d'Ukrainiens arrivés depuis février 2022, qui sont dispensés de procédure d'asile.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Immigration : en Allemagne, la reconnaissance tardive des « travailleurs invités »](#)

Les communes, responsables de l'hébergement et de l'intégration des migrants, se plaignent depuis plusieurs mois de la charge, notamment financière, devenue trop lourde à porter. « *Nous recevons de plus en plus de migrants mineurs non accompagnés. Nous devons rénover à grands frais des maisons pour les accueillir, alors même que les habitants de la commune ont du mal à se loger. C'est intenable* », témoignait lundi Dominik Geissler, le maire chrétien-démocrate de la ville de Landau, en Rhénanie-Palatinat, sur la chaîne Phoenix.

Partout, en Allemagne, on voit réapparaître les images des années 2015-2016 : des halls d'exposition transformés en dortoirs, des tentes ou des cités de conteneurs dressées pour l'accueil d'urgence. Outre la pénurie de logements, l'accueil des enfants dans les écoles est de plus en plus problématique, alors que le pays fait face à un manque accru de personnel enseignant.

Montée de l'extrême droite

Un autre point délicat, dans un pays très attaché à l'intégration par le travail, est l'apparente difficulté à insérer les nouveaux arrivants sur le marché de l'emploi. [Une étude de février](#) publiée par la fondation Friedrich Ebert, proche du Parti social-démocrate, a été largement commentée ces derniers jours : elle relève que seuls 17 % des Ukrainiens occupent un emploi salarié en Allemagne, contre 66 % en Pologne et 70 % aux Pays-Bas.

Peu importe que certains experts expliquent ces chiffres par le fait que les Ukrainiens prennent des cours de langue allemande, par le manque de place en crèches, qui empêche les femmes de travailler, ou par la difficulté à faire reconnaître leurs qualifications. L'opposition conservatrice et les libéraux mettent en cause les allocations accordées aux réfugiés, jugées trop généreuses et susceptibles de décourager le travail. Le ministre des Finances, Christian

Lindner, chef du Parti libéral-démocrate (FDP), a ainsi plaidé en faveur de la distribution de cartes prépayées au lieu de versements des prestations sociales en liquide.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [En Allemagne, l'accueil des migrants, un défi pour certaines villes du Nord-Est](#)

Le débat migratoire, qui a longtemps porté essentiellement sur le financement des capacités d'accueil des réfugiés et de leur intégration, a pris un caractère d'urgence politique ces dernières semaines. Avec la recrudescence d'attaques contre les lieux juifs observés depuis les attaques terroristes du Hamas en Israël, le 7 octobre, et plusieurs débordements à caractère islamiste lors de manifestations de soutien aux Palestiniens, le pays s'est vu confronté à un antisémitisme d'origine immigrée, qui touche la République fédérale dans un de ses principaux fondements : la protection de l'Etat d'Israël et de la vie juive en Allemagne. Longtemps sous-estimée, cette menace a donné lieu à des messages de fermeté très clairs de la part de nombreux responsables politiques, qui ont exprimé leurs inquiétudes sur les défis posés par l'intégration de certains groupes.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Elections en Allemagne : le parti d'extrême droite AfD progresse, revers important pour le SDP d'Olaf Scholz](#)

Le tournant allemand sur l'immigration est une réaction à la rapide montée en puissance de l'extrême droite ces derniers mois. Le parti Alternative pour l'Allemagne est crédité de 22 % des intentions de vote dans les sondages, soit une poussée de plus de 10 points depuis les élections de septembre 2021. Lors des scrutins régionaux du 8 octobre, la formation a recueilli 18,4 % des voix en Hesse et 14,6 % en Bavière, des résultats historiquement élevés, qui font d'elle le premier parti d'opposition dans les parlements de ces deux régions riches, confirmant pour la première fois son ancrage dans l'Ouest. Jamais le parti n'avait autant dominé le débat politique.

Pour l'Allemagne, qui cultivait sa singularité d'ouverture dans une Europe où des pays comme le Danemark, la Suède et l'Italie ont fait de la limitation de l'immigration une priorité, une parenthèse se referme.

[Cécile Boutelet\(Berlin, correspondance\)](#)